

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
P R É F E C T U R E D U B A S - R H I N

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

A R R E T E P R E F E C T O R A L

autorisant la Société MILLIPORE S.A. à exploiter en régularisation administrative ses activités relatives à la fabrication d'équipements de filtration de fluides à MOLSHEIM

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par la Société MILLIPORE S.A. en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter en régularisation administrative ses activités relatives à la fabrication d'équipements de filtration de fluides situées au lieu-dit "Molsheimer Hard" à MOLSHEIM ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 11 mars 1996 au 12 avril 1996 inclus à la mairie de MOLSHEIM, le dossier d'enquête ayant été retourné en Préfecture le 15 mai 1996 ;
- VU les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16 juillet 1996 portant prolongation du délai pour statuer sur la demande de la société ;
- VU l'avis émis par le conseil municipal de MOLSHEIM et d'ALTORF ;
- VU l'avis du directeur départemental de l'équipement ;

.../...

- VU l'avis du directeur des services d'incendie et de secours ;
 - VU l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi ;
 - VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
 - VU l'avis du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
 - VU l'avis du directeur régional de l'environnement ;
 - VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 13 novembre 1996 ;
 - VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 3 décembre 1996 ;
- APRES communication à la Société MILLIPORE S.A. du projet d'arrêté statuant sur la demande ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1 :

La Société MILLIPORE S.A., dont le siège social est situé 39, route industrielle de la Hardt à MOLSHEIM, est autorisée à exploiter en régularisation administrative ses activités relatives à la fabrication d'équipements de filtration de fluides situées au lieu-dit "Molsheimer Hard" sur le territoire de la commune de MOLSHEIM.

.../...

I - GENERALITES

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, si la puissance absorbée est supérieure à 500 kW	2920.2.A	A	<u>Compresseurs d'air</u> : 134 <u>Groupes frigorifiques</u> : 545 Puissance totale : 679	kW kW kW
Emploi de liquide halogéné pour des opérations de nettoyage et de dégraissage, la quantité utilisée dans les ateliers étant comprise entre 200 et 1 500 l	1175-2	D	400	l
Stockage et emploi d'oxyde d'éthylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg mais inférieure à 5 t	1419	D	720	kg
Entrepôt couvert dont le volume est compris entre 5 000 et 50 000 m ³ , et dont les matières stockées peuvent représenter plus de 500 tonnes	1510-2	D	Trois halls : - 5 000 - 10 000 - 5 000	m ³ m ³ m ³
Stockage de matières plastiques de type polyoléfines (polyéthylène, polypropylène, polyesters...), le volume étant compris entre 100 m ³ et 1 000 m ³ .	2662-1b	D	100	m ³

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Stockage de matières plastiques autre que polyoléfinés, le volume étant compris entre 20 m ³ et 200 m ³	2662-2b	D	100	m ³
Atelier de charge d'accumulateurs dont la puissance totale du courant de charge est supérieure à 10 kW	2925	D	11,5	kW

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent celles des récépissés de déclaration en dates du 21 décembre 1971, 6 octobre 1972, 24 avril 1979 et 13 juin 1983.

Article 2 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Article 3 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 4 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 5 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 – ABANDON DE L'EXPLOITATION

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34.1 du décret du 21 septembre 1977).

II – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes :

A – PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 7 – AIR

7.1. Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

7.2. Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et en section conformément aux règles qui leur sont propres, en particulier :

- l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

7.3. Conditions de rejet :

Les dispositions suivantes s'appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l'ensemble des rejets dépasse les seuils visés :

- . Rejet en poussières totales : si le débit massique horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite est de 100 mg/m³ ;

- . Rejet total en composés organiques à l'exclusion du méthane : la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques est de 150 mg/m³ si le débit massique horaire total dépasse 2 kg/h ;

- . Rejet en chlorure de méthylène : la valeur limite de la concentration en chlorure de méthylène est de 20 mg/m³ si le débit massique horaire total dépasse 0,1 kg/h .

- . Rejet en oxyde d'éthylène : le débit massique horaire en oxyde d'éthylène ne dépassera pas 25 g/heure.

- . Flux total :

Une étude technico-économique sera réalisée en vue de préciser les équipements permettant d'atteindre les concentrations précisées ci-dessus et de diminuer les flux annuels de composés organiques rejetés à l'atmosphère, sur la base d'un rejet en 1995 de 25 tonnes de COV dont 12 tonnes de chlorure de méthylène (concentration au rejet : 200 mg/Nm³) et 6 tonnes d'oxyde d'éthylène (flux aux rejets : 80g/heure).

Article 8 – DÉCHETS

8.1. Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

8.2. Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés qui pourront être traités comme les déchets ménagers et assimilés ;
- les déchets spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières à l'environnement, qui doivent faire l'objet de traitements particuliers.

8.3. Stockage interne

Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

8.4. Elimination - valorisation

Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé que techniquement et économiquement possible. La valorisation de déchets tels que le bois, papier, carton, verre,... devra être prioritairement retenue. En particulier, les déchets d'emballages visés par le décret du 13 juillet 1994 seront valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Article 9 – EAU

9.1. Prélèvements et consommation

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiquement acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle sera distingué du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur à zone de pression réduite ou un bac de coupure. Ces dispositifs devront être conformes à la norme NF antipollution et faire l'objet de contrôles annuels par du personnel qualifié.

L'eau utilisée sur le site sera prélevée en totalité dans le réseau public, la quantité annuelle sera de l'ordre de 90 000 m³.

9.2. Collecte des effluents liquides

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre les traitements spécifiques.

Les ouvrages de rejet seront au nombre de deux. Ils devront être aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

9.3. Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

a) *Egouts et canalisations*

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas, ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans la mesure de possible dans des endroits visibles et accessibles.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques...

b) Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

c) Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu naturel récepteur.

d) Confinement des eaux d'incendie :

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie devront pouvoir être confinées sur le site.

9.4. Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

9.4.1. Rejet au réseau d'assainissement de la ville de Molsheim

Les eaux rejetées dans ce collecteur seront constituées par les eaux sanitaires, les eaux de cuisine et les rejets de l'atelier test cartouches DURAPORE-MILLIDISK. Ces derniers rejets sont limités à 28 500 m³/an.

Une convention fixant les caractéristiques de rejet de l'effluent dirigé vers cet ouvrage sera établie avec le gestionnaire du réseau dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Sans préjudice de dispositions plus contraignantes fixées par la convention, les normes de rejet en sortie d'atelier ci-après ne devront pas être dépassées :

- pH compris entre 5,5 et 8,5

Paramètre	Norme de mesure	Concentration en mg/l
DCO	NFT 90101	2 000
DBO5	NFT 90103	800
MEST	NFT 90105	600
Hydrocarbures totaux	NFT 90114	5
Solvants halogénés	NFT 90125	0,1
Métaux totaux		15
AOX	ISO 9562	5

9.4.2. Rejet dans le fossé de la Hardt

Les eaux rejetées dans ce fossé sont constituées par l'ensemble des eaux pluviales du site ainsi que par les eaux de refroidissement, les eaux provenant des tests cartouches, laboproduct et assurance qualité. Le débit de ces deux dernières catégories d'eaux est limité à 150 m³/j.

L'ensemble de ces eaux transiteront par un débourbeur deshuileur, avant rejet dans le milieu naturel et devront respecter les caractéristiques suivantes :

- . température inférieure à 30°C (selon norme NF T 90-100) ;
- . pH compris entre 5,5 et 8,5.

Paramètre	Norme de mesure	Concentration en mg/l
MEST	NFT 90105	30
DBO5	NFT 90103	30
DCO	NFT 90101	125
Hydrocarbures totaux	NFT 90114	5
Solvants halogénés	NFT 90125	0,1
Métaux totaux		15
AOX	ISO 9562	5

Article 10 – BRUIT ET VIBRATIONS

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) ne devront pas dépasser en limite de l'installation les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée.

Horaires	Période					
	6h00	6h30	7h00	20h00	21h30	22h00
Emergence	≤ 3		≤ 5			≤ 3
Niveau sonore limite admissible	55		60	55		50

Les dimanches et jours fériés, en période diurne (6h30 / 21h30) l'émergence sera inférieure ou égale à 3 dB(A).

En outre, les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseur ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention, au signalement d'incident grave ou d'accident.

B – CONTRÔLE DES REJETS

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander.

Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Article 11 – AIR

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

Les rejets de polluants à l'atmosphère issus des installations suivantes feront l'objet d'une surveillance :

Nature de l'installation	Paramètres	Nombre de points de rejet	Fréquence des mesures
Stérilisation à l'oxyde d'éthylène	COV Oxyde d'éthylène	3	annuelle
Atelier Millidisk	COV Chlorure de méthylène	2	annuelle
Atelier Steritest	COV	1	annuelle

Article 12 – EAU

L'exploitant réalisera sur des échantillons représentatifs une analyse annuelle des paramètres prévus aux articles 9.4.1 et 9.4.2 en sortie de son établissement.

De plus, l'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration de la ville de Molsheim et des rejets dans le milieu naturel.

L'inspection des installations classées et le service chargé de la police des eaux (respectivement la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement) pourront procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant.

Article 13 – BRUIT

Un contrôle de la situation acoustique de l'établissement pourra être demandé à l'exploitant.

Article 14 – SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT

14.1 Surveillance des eaux souterraines

Le contrôle de la qualité des eaux souterraines au voisinage du site sera réalisé conformément à l'étude ANTEA de février 1996.

Après la réalisation d'un état initial de référence, les contrôles seront au moins annuels sur les deux piézomètres situés en aval du site et porteront en particulier sur les paramètres suivants : pH, conductivité, AOX, composés organiques volatils, hydrocarbures totaux.

En fonction des résultats obtenus le choix des paramètres de suivi pourra être modifié.

14.2 Bilan environnement

Si la quantité de chlorure de méthylène est utilisée à plus de 10 tonnes par an dans les installations, l'exploitant adressera au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante un bilan annuel des rejets chroniques ou accidentels de ce produit dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Un bilan annuel des rejets en composés organiques volatils dans l'air et les déchets sera réalisé. Celui-ci tiendra compte des heures de fonctionnement des ateliers et des quantités mises en oeuvre en vue d'évaluer en particulier les valeurs rejetées à l'atmosphère.

D - TRANSMISSION DES RESULTATS

Article 15 - DÉCHETS

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 04 janvier 1985, relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Article 16

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement, dans le cadre de l'autosurveillance.

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés, en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

E - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE

Article 17 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Afin d'en contrôler l'accès, en dehors des heures de présence du personnel, l'ensemble des bâtiments seront fermés et une surveillance de l'établissement sera assurée par un système électronique.

Cette surveillance concernera également les bâtiments de stockage de déchets, de produits chimiques et de produits chimiques inflammables.

Article 18 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGERS

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Article 19 – CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'INSTALLATION

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes seront retenues :

19.1. Règles de construction

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme...) adaptées aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

19.2. Règles d'aménagement

Accès, voies et aires de circulation : à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre).

19.3. Règles d'exploitation et consignes

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications devront être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires seront clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tiendra à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles seront interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion, auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ;

- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 20 – SÉCURITÉ INCENDIE

20.1. Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

20.2. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- d'une réserve de sable et/ou d'absorbant et de pelles.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien repérés et facilement accessibles.

20.3. Plan d'intervention

L'exploitant établira les consignes d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours... .

III – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 21 – ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

La puissance de courant continu utilisable pour la charge des accumulateurs sera de 11,5 kW.

Les ateliers seront largement ventilés par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans les locaux. Ils ne pourront donc être installés dans un sous-sol.

Les ateliers ne devront avoir aucune autre affectation.

Le sol des ateliers sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Article 22 - INSTALLATION DE COMBUSTION

Les installations de combustion seront exploitées en respectant l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

Article 23 - INSTALLATION DE COMPRESSION OU DE REFRIGÉRATION

La ventilation des locaux où fonctionnent ces appareils devra permettre d'éviter la stagnation de gaz à l'intérieur des locaux en cas de fuite accidentelle.

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des dispositifs efficaces de purges seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler. Ces produits seront évacués conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Article 24 - UTILISATION D'OXYDE D'ETHYLENE

La centrale d'oxyde d'éthylène permettant de distribuer l'oxyde d'éthylène aux installations est située en plein air et comprend au maximum 12 bouteilles de 60 kg.

Ce dépôt devra être protégé par une enceinte fermée et éloigné de 5 mètres de tout dépôt de matières combustibles. Il devra être éloigné de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler les vapeurs inflammables.

L'interdiction d'apporter ou de provoquer dans le dépôt du feu devra être affichée de façon apparente.

Un dispositif susceptible de détecter une fuite accidentelle d'oxyde d'éthylène relié à une alarme sonore ou visuelle placée en-dehors de la zone dangereuse, sera mis en place.

- 15 -

La surveillance et l'entretien de la centrale devront faire l'objet d'une consigne écrite précisant le mode de fonctionnement de l'installation, les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ...

Cette consigne devra être affichée en permanence.

Article 25 - AUTRES STOCKAGES

Les stockages concernés sont le hall de matières premières, le magasin de stockage de produits finis, le stockage de matières plastiques, le stockage de solvants et liquides inflammables et le stockage de produits chimiques.

Toutes substances ou préparations dangereuses stockées sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

Les produits incompatibles entre eux devront être stockés de façon à ne pas pouvoir, même accidentellement, entrer en contact.

Les stockages devront être effectués de manière que toutes les issues, escaliers, etc.... soient largement dégagées.

Des voies d'accès seront maintenues libres à la circulation afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours.

Des consignes devront préciser la conduite à tenir en cas d'incendie (moyens d'alerte, moyens d'extinction à utiliser...).

Les eaux d'extinction résultant d'un incendie éventuel devront pouvoir être récupérées avant de rejoindre le milieu naturel ou le réseau de la collectivité.

IV - ECHEANCIER

Article 26 - AIR

L'étude technico-économique sur la réduction de COV émis à l'atmosphère prévue à l'article 7.3. sera remise avant le 1er janvier 1998.

Cette étude sera complétée par un échéancier détaillé des travaux à réaliser en vue d'atteindre les conditions de rejet prévues par l'article 7.3.

Article 27 - EAUX SOUTERRAINES.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines prévu à l'article 14 sera mis en place avant le 1er janvier 1997.

Article 28 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 29 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 30 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 31 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai de un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 32 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de MOLSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 33 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 34 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

Article 35 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire de MOLSHEIM,
les inspecteurs des installations classées

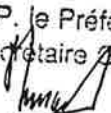
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont
ampliation sera notifiée à la société MILLIPORE S.A. avec un exemplaire du plan
approuvé.

Strasbourg, le 10 FEV. 1997

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général,
l'Agent Administratif,

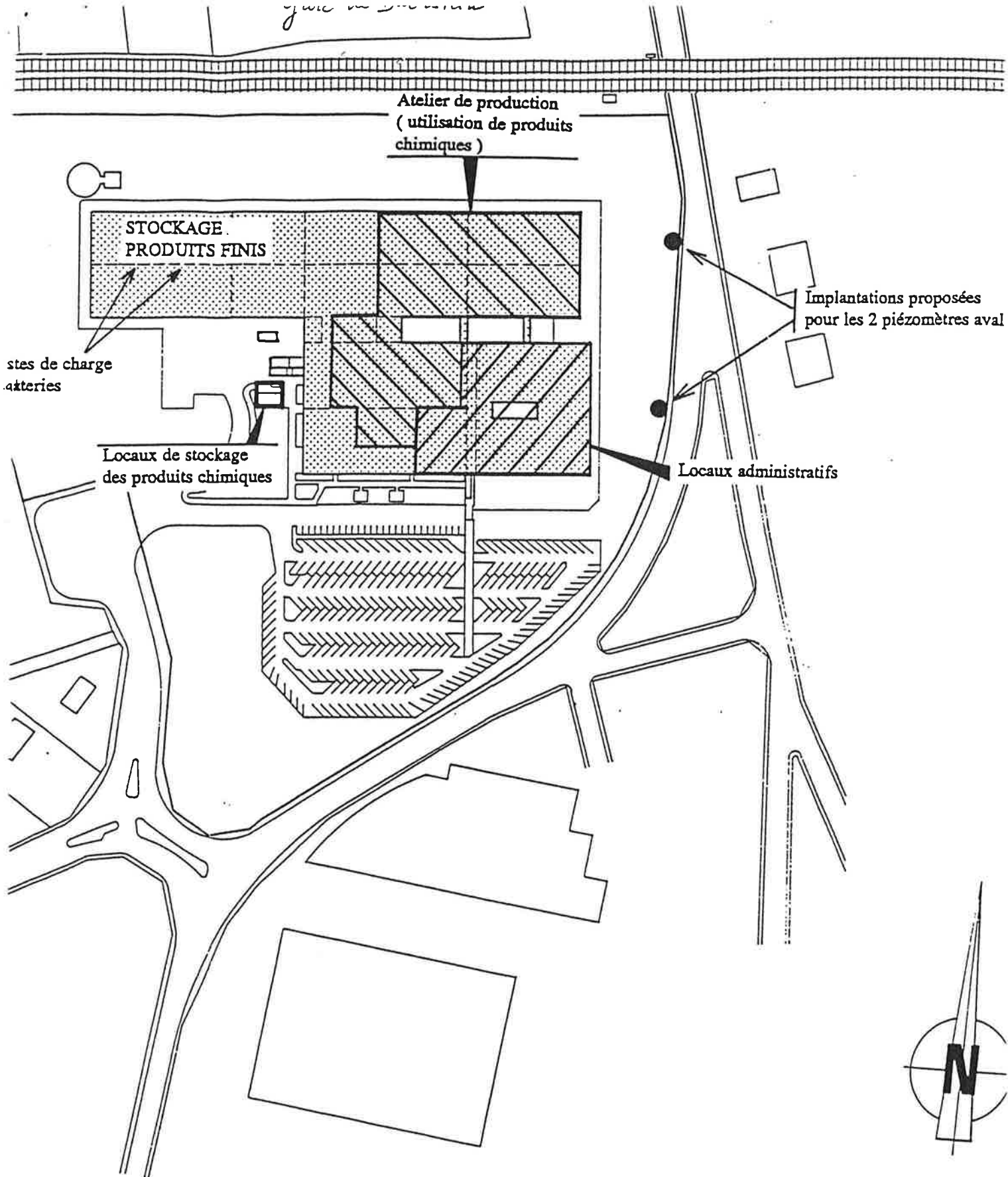
Catherine MARTIN-RIZZO



LE PREFET,
P. le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être
déférée qu'au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois
pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour
où la présente décision a été notifiée.



APPROUVE					
MODIFIE	-				
DATE	-				
REVISION	-				
MILLIPORE S.A. Zone Industrielle 67120 MOLSHEIM FRANCE					
	DESSINE	VERIFIE	APPROUVE	ECHELLE	1/2000
NOM	CONCEPT				
DATE	01.08.94				